

## L'engagement des jeunes et leur participation face au pouvoir populiste : la fabrique d'un déclassement citoyen en Tunisie

Adel Ayari<sup>1</sup>

Plusieurs sont les sociologues, psychologues et autres politologues qui affirment que les jeunes tunisiens se désengagent de plus en plus de la politique. Si les raisons expliquant ce phénomène sont multiples, ses contextes sont fortement liés aux changements sociaux accélérés et mutations complexes que vit la société tunisienne. Plus qu'un constat, le désengagement est devenu un postulat à toute analyse sociopolitique soulevant la question de la jeunesse en Tunisie. Toutefois, nous considérons important d'émettre deux remarques concernant le rapport des jeunes à la politique.

La première, touche au fait que l'analyse puisse rester prisonnière d'une conception réduisant l'engagement à celui politique ou syndical, lui donnant la primauté et l'exclusivité dans les débats. D'abord, parce que, au-delà des modèles politiques et «*quels que soient les objectifs poursuivis, les expériences participatives font face à des défis communs que les chercheurs ont observés et analysés, et que la participation ne se décrète pas, surtout quand elle est initiée par en haut*»<sup>2</sup>. Ensuite, parce que nul doute ne persiste quant à l'importance cruciale, au niveau des jeunes, d'appartenir à un parti politique, à une organisation syndicale, à participer aux différentes élections, à figurer dans les conseils municipaux, ou à s'adonner à toute autre activité politique. Rappelons pour mémoire la très forte mobilisation des jeunes entre les deux tours des dernières élections présidentielles en Tunisie et la participation, plutôt accrue, au vote au deuxième tour, qui a boosté d'ailleurs immédiatement la légitimité populaire du président tunisien nouvellement élu. C'est dire l'importance des enjeux en rapport avec participation et engagement politiques des jeunes.

Ceci dit, l'on manque cruellement de données statistiques fiables et actualisées<sup>3</sup> concernant les profils des jeunes actifs politiquement : origines socioéconomiques, tranches d'âge, niveau d'instruction, situation professionnelle, etc. Ces données sont d'une importance capitale non seulement pour mesurer l'activité et l'implication politiques des jeunes, mais surtout pour quantifier leur désengagement et en

<sup>1</sup> Chercheur, Chef d'unité de recherche au Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales

<sup>2</sup> Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (S.D) *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, éditions la Découverte, Paris, 2011, p 15.

<sup>3</sup> Peu de jeunes sont actifs dans les partis politiques. Le sondage d'opinion réalisé par l'Observatoire National de la Jeunesse en 2013 révèle que 2,7% des jeunes interrogés étaient engagés dans des partis politiques. Malgré ce faible taux d'engagement, 19% des jeunes déclaraient avoir des préférences pour un parti politique. In *Défis de la jeunesse tunisienne* - UNFPA Tunisia, <https://tunisia.unfpa.org>, p 13.

connaître les causes et les raisons. Autrement, l'analyse resterait, et spéculative et otage, d'une surdétermination du sens même de l'engagement.

Ceci nous amène à notre deuxième remarque qui soulève la question de savoir si l'engagement politique classique des jeunes épuise tous les sens possibles ou réels des formes de l'engagement lui-même. Si les résultats des enquêtes de terrain, études, sondages d'opinion, convergent, ou convergeraient, pour démontrer la désaffection chaque fois plus grande, des jeunes par rapport à la participation aux activités politiques classiques et de manière plus générale, leur désintérêt affiché à l'encontre de l'engagement politique ; l'on reste persuadé quand même que cela n'est point une rupture entière des jeunes avec la chose politique, et que d'un autre côté cela ne signifie pas un désintérêt total pour le politique, du moins en ce qui concerne le cas de la Tunisie. En effet, l'on manque cruellement de données nous permettant de savoir qui sont exactement ces jeunes qui disent rompre avec les formes classiques de l'engagement politique. Quelles tranches des jeunes s'intéressent peu ou pas à la politique, quels sont leurs profils exacts. Qui parmi les jeunes refusent d'aller voter, pourquoi ne le font-ils pas, ou pensent et déclarent que ce n'est pas utile de voter. Qui sont les jeunes qui ne parlent pas de la politique en famille, entre camarades de classe au lycée, à l'université, au travail. Où se placent-ils politiquement s'ils ne sont ni à droite ni à gauche ni au centre. Y a-t-il un rapport entre les formes de la religiosité et l'engagement politique et quelle est sa nature. Quel éthos politique s'est construit chez les jeunes chômeurs et les diplômés universitaires. Quelle perception se font les activistes de la société civile par rapport aux hommes politiques. Quelle est la masse de jeunes qui refusent l'idée de faire partie d'une association ou d'un parti. Quelles sont les raisons et les motifs derrière les démissions des jeunes militants des partis auxquels ils appartenaient. Questions d'une grande acuité surtout en sachant «que la désillusion des jeunes relative à leurs attentes de changement, leurs revendications de justice distributive, en particulier dans les régions les plus marginalisées économiquement et politiquement, aient donné

lieu à un repli sur la contestation»<sup>4</sup>. Autant de questions en rapport avec le contexte tunisien, que l'on se pose et auxquelles les réponses scientifiques précises, contextualisées et fiables tardent à être produites, et ce, malgré quelques efforts louables.

Où alors, comment comprendre les initiatives locales des jeunes portant sur des questions allant de l'emploi aux problèmes écologiques, sur des activités artistiques au sein des quartiers ou celles de soutien et solidarité apportés aux personnes âgées et aux enfants malades ou ceux sans soutien familial. Quels sens et enjeux portent les activités socio-numériques des jeunes et leurs collectifs électroniques. N'est-ce pas là des formes d'engagement social, citoyen, et de fait politique. N'est-on pas devant des formes d'engagement qui devraient s'inscrire dans la typologie de l'engagement politique. L'on est en droit de se poser la question, si le repérage classique de cet engagement pourrait inclure dans sa grille ces types d'actions organisées auxquelles s'adonnent un pan entier de jeunes tunisiens. Ces activités en tant qu'actions sociales sont grandement méconnues par le grand public et faiblement reconnues par les pouvoirs publics et les élites politiques, et elles souffrent d'un manque criard de visibilité au niveau des sphères de l'information, privées autant que publiques. Passer sous silence ces types d'action ou les considérer comme étant des formes politiquement non nobles ou secondaires conduit à un diktat de sens «*présentant ainsi le militantisme entre autres comme une réponse à des frustrations sociales et comme volonté de reclassement*»<sup>5</sup>.

Les critiques, aussi fondées soient-elles, envers les politiques publiques qui n'écoutent pas assez les jeunes, tireraient profit en ne considérant plus le politique comme indicateur unique mesurant l'engagement des jeunes. L'on pense aussi que les débats publics gagneraient en pertinence en élargissant la comparabilité de cet indicateur

---

<sup>4</sup> Mohamed Jouili et Maryam Ben Salem (S.D), *Engagement citoyen et jeunesse plurielle en Tunisie*, L'Harmattan, Paris, 2020, p 23.

<sup>5</sup> Cécile Péchu, *LES GÉNÉRATIONS MILITANTES À DROIT AU LOGEMENT*, p 3. Revue française de science politique 2001/1-2 (Vol. 51), pages 73 à 103, <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0073>

politique en y incluant d'autres niveaux et sens de l'engagement des jeunes tunisiens. Le paradoxe étant d'encourager l'engagement politique des jeunes, tout en en réduisant le champ. Dans ce cas de figure, ce sont le discours appelant à la réforme des politiques publiques autant que les actions à entreprendre en vue d'une participation plus dense des jeunes, qui seront tous les deux sinon abrégés, alors aphasiques.

### Le désengagement politique des jeunes, un déclassement citoyen

Si en général le vote des jeunes peut être versatile et que leur comportement électoral dépende de plusieurs déterminants sociologiques, leurs attitudes politiques en tant que citoyens «à l'égard des structures et processus politiques, et de leur propre rôle comme acteur politique, sont centrales»<sup>6</sup> leur engagement politique, lui, reste tributaire de la convergence de plusieurs facteurs socioéconomiques, culturels et éducatifs, qui font que leur participation politique elle-même reste inégale. En effet, l'engagement politique des jeunes ne dépend pas seulement des caractéristiques de l'offre politique proposée par l'Etat et les partis, ni uniquement du contexte politique et juridique et de l'histoire sociale. D'autres variables entrent en jeu et agissent sur sa nature, son sens et son intensité. En tête de ces variables que l'on doit prendre en compte, il y a la position sociale et le statut socioprofessionnel, les considérations socioculturelles du genre, le niveau d'instruction, l'âge, l'éducation et la socialisation, les normes et valeurs sociales, les interdits, les trajectoires individuelles, les perceptions, attentes et désirs le capital militant transmis ou légué. Ces variables nous invitent à «dépasser des évidences concernant les activités politiques [...] qu'elles sont structurées par la concurrence pour acquérir ou conserver des postes, qu'elles se transforment au rythme de l'imposition de nouveaux enjeux politiques, ou qu'elles sont soumises aux règles

*d'un jeu particulier*»<sup>7</sup>. En fait, ce sont tous ces facteurs qui entrent en jeu et interagissent, créant des situations inégales d'accès des jeunes à l'engagement politique. Porter attention à tous ces facteurs permet de saisir les mutations de l'action militante et engagée des jeunes ainsi que les formes nouvelles-renouvelées de leur militantisme et actions de mobilisation, ainsi que porter attention «par conséquent à la construction, de catégories (presque) inédites («sans-papiers», séropositifs, immigrés, gays, lesbiennes...) ou anciennes, mais accédant à une visibilité inconnue jusque-là (chômeurs, sans-logis), à l'apparition ou à la multiplication d'organisations elles aussi, semble-t-il, nouvelles (à commencer par les associations humanitaires ou par la nébuleuse du mouvement altermondialiste), voire à l'invention (ou à la réinvention) de formes d'action (zap, die-in, forum sociaux, grève de la faim...)»<sup>8</sup>.

Ni les programmes des politiques publiques ciblant les jeunes, ni leur fonctionnement et formes n'arrivent à intégrer ces enjeux. Les stratégies mises en place en termes de plans, objectifs et moyens mobilisés, restent figées incapables de prendre en compte les nouvelles dynamiques socioculturelles affectant les besoins des jeunes et leurs attentes multiples. Les choix stratégiques de ces politiques ne se renouvellent plus restant otages des plans des années soixante et soixante-dix ; mais surtout ne se rendant pas compte de la pluralité des jeunes tunisiens. Les organismes publics en charge de la question des jeunes ne jouissent pas de statuts adéquats au bon exercice de leurs missions, souffrent des réductions de leurs budgets respectifs alloués et manquent cruellement de moyens logistiques, ce qui les handicape grandement dans l'idéation des projets-jeunes. L'Etat n'est pas porteur d'un projet "Jeunes" suffisamment élaboré, ou faisant partie de tout un projet sociétal répondant de la meilleure

<sup>6</sup> Nonna MAYER, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, Paris, 2010, p 38.

<sup>7</sup> Jacques Lagroye, *Être du métier*, Politix. Revue des sciences sociales du politique, Année 1994, 28, pp. 5-15, [https://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_1994\\_num\\_7\\_28\\_1878](https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1994_num_7_28_1878).

<sup>8</sup> Frédérique Matonti, Franck Poupeau, *Le capital militant. Essai de définition*, Actes de la recherche en sciences sociales 2004/5 (n° 155), pages 4 à 11, Mis en ligne sur Cairn.info le 01/01/2007, <https://doi.org/10.3917/arss.155.0004>

façon aux besoins bien identifiés de la population, et plus spécialement celle jeune.

Si historiquement la Jeunesse était pour l'Etat postindépendance, et cinquante années durant, un domaine à grands enjeux politiques ; la révolution de 2011 et la transition démocratique qui s'ensuivit n'ont pu, quant à elles, amorcer un virage coupant avec l'héritage politique du dossier "Jeunesse". La nouvelle constitution de 2014 ayant introduit des réformes consistantes au niveau des principes politiques touchant les droits et libertés publiques et la question sociale de la jeunesse ; pour autant ces réformes formelles n'ont pu être accompagnées d'actions concrètes ou profondes amenant une dynamique allant avec les aspirations de la jeunesse et surtout celle diplômée. Les thématiques de l'emploi, de l'enseignement, de la pauvreté et autres problématiques socioéconomiques allant s'aggravant, n'étant pas efficacement traitées par les politiques publiques de la nouvelle ère. Une des défaillances ou faiblesses de la transition démocratique en Tunisie s'exprimant en fait dans l'impuissance des nouvelles élites politiques dirigeantes à formuler les réponses satisfaisant les attentes des jeunes tunisiens. Alors que le dossier Jeunesse avec ses ramifications socioéconomiques et culturelles était une urgence sociopolitique publique, la gestion politique de la transition démocratique s'est avérée impuissante innover ses approches ni à insuffler une dynamique nouvelle aux plans mis en place. Les réformes nécessaires de l'enseignement supérieur, de l'emploi, de l'entreprenariat, de la culture, du sport, de la santé, et autre accès aux NTIC, étaient morts nées. Aucune réforme sérieuse et profonde n'a été initiée au niveau des organismes publics intervenant dans le dossier Jeunes, tels les banques de financement des projets des jeunes, les agences et bureaux de l'emploi et du travail, l'Observatoire national de la jeunesse, les Ministères chargés de la culture, de l'enseignement supérieur, de la santé, etc. Aucune réforme réelle n'a visé la gouvernance locale, la coopération avec les bailleurs de fonds internationaux, l'accompagnement professionnelle des jeunes de l'intérieur. La décennie de la transition démocratique a vu les acteurs politiques

s'adonner à une compétition féroce et sans merci visant le pouvoir, s'impliquant dans des querelles et antagonismes idéologiques, reléguant le dossier Jeunes aux oubliettes et réduisant de facto toute possibilité qu'il soit ou redevienne une priorité des politiques publiques, du moins en pratique.

Pendant la transition démocratique, l'approche élaborée par le nouveau pouvoir politique a restreint les jeunes dans ce qu'ils représentaient comme poids électoral, et sans qu'il y ait en contrepartie de cette transaction des acquis socioéconomiques réels. C'est cette restriction des jeunes tunisiens à un réservoir de vote qui sera une des sources approfondissant la fracture entre la Jeunesse et le Politique, contribuant de la sorte à préparer le terrain à l'évènement du 25 Juillet 2021, date importante dans l'histoire politique actuelle de la Tunisie de par le coup d'arrêt brutal assigné aux institutions démocratiques du pays. L'expérience démocratique tunisienne a produit, de l'intérieur même de son système, les sources de risque et dangers qui pourraient l'anéantir et lui mettre fin.

### **L'investissement politique populiste dans Jeunes et Jeunesse**

En effet, avec le coup de force du 25 Juillet 2021, c'est l'investissement politique dans le dossier Jeunesse qui prend une autre dimension, allant de pair avec l'instrumentalisation extrême de la déception des jeunes et leur frustration par rapport aux partis politiques, aux élites tunisiennes et à l'Etat même. La démocratie cadre politique de la participation est en face d'un danger potentiel s'aggravant au vu du discours populiste prôné par le pouvoir présidentiel qui exprime franchement son aversion envers les partis politiques et abhorre les élites politiques. S'inscrivant dans une dérive absolutiste, arrêtant brutalement le fonctionnement des institutions démocratiques, il fait fi d'un principe fondamental de toute démocratie, celui du pluralisme politique qui *«est l'une des conditions d'une démocratie représentative. Il suppose que les principales libertés publiques - notamment de pensée, d'expression, de réunion et d'organisation des partis, syndicats, associations, cercles de*

*réflexion - soient respectées, que les médias soient libres et autonomes, et que les élections soient régulières, sincères, loyales et non faussées»*<sup>9</sup> Ce discours Le nouveau pouvoir politique usant d'un réel discours populiste a réussi son investissement politique dans la problématique Jeunesse en deux temps et s'est assuré un retour de gain en deux temps ou phases.

- La première de ces phases, lors de la campagne électorale d'avant les élections de 2019. L'image construite à l'époque sur le candidat-futur président était typiquement positive. Candidat atypique par rapport aux autres concurrents, il a bénéficié au deuxième tour des élections du vote massif des jeunes tunisiens des partis ou sans affiliation politique connue. Bien que l'on n'ait pas de suffisamment de données concernant les détails socioculturels de cette élection, il est irréfutable que le vote des jeunes a fortement pesé dans la réussite du nouveau président. L'on peut même dire que cette réussite, fulgurante voire inattendue quelques mois avant, s'est construite en puisant dans l'état psychologique des jeunes refusant et fort contestant la corruption, le népotisme, l'opportunisme, qui sévissaient dans le pays. L'image dégradée sur les élites et les partis aidant dans leur choix électoral qui sanctionnait le pouvoir en place. Lors de ces élections présidentielles, les jeunes sans affiliation politique connue étaient un acteur principal qui a pesé sur les résultats. Jeunes et Jeunesse étaient le moteur pilier de ce grand futur changement politique en Tunisie. Face aux programmes des autres candidats appuyés par leurs partis, le candidat "indépendant" futur président ne présentait pas de programme politique proprement dit. Sa force, ou ce qu'il en sera comme telle, résidait dans ses promesses, ses mots, sa vertu ou ce qui était ainsi perçue, et le mot Jeunes qui accrochait à bon escient électoral. Comme tout raisonnement politique populiste, le discours élaboré, adopté et entretenu par

nouveau président a fait de la question Jeunesse une problématique centrale et ce pendant un peu plus de deux années durant. Discours discréditant les partis et les élites, les qualifiant de voleurs, d'usurpateurs et d'irresponsables, allant même jusqu'à considérer la constitution de 2014 et le système politique - qui ont permis son élection - d'obstacles majeurs à la réalisation des attentes et demandes des jeunes. Alors qu'une bonne majorité de jeunes tunisiens était délaissée par les politiques publiques, faiblement reconnue par les partis, fragilisée par le chômage, leur participation à cette élection présidentielle leur dégageait une possibilité, fortement envisageable, d'un reclassement sociopolitique. Possibilité paradoxale entretenue par le nouveau pouvoir présidentiel, qui en arrêtant-bloquant le processus politique démocratique déjà fragile l'arrêt, et les institutions politiques de l'Etat, ébranle les acquis démocratiques et fait de sorte que «*le passé et l'expérience des aînés ne paraissent plus pouvoir servir de référence pour éclairer l'avenir des jeunes générations. La transmission paraît rompue*»<sup>10</sup>, creusant un hiatus politico-institutionnel qui fragilise grandement les tentatives d'inscrire définitivement la participation des jeunes dans le système politique global. Le dossier Jeunesse était un capital politique socle et angulaire de l'action entreprise par le président tunisien, la légitimant non seulement à ses propres yeux, mais aux yeux d'une bonne partie des jeunes avides d'un changement effectif. Ce qu'il en sera réellement en termes de changements et acquis, est, lui, une autre paire de manche.

- La deuxième phase du gain politique assuré par le pouvoir présidentiel, commence avec le gel du parlement et la mainmise sur les pouvoirs législatif et exécutif. Phase politique en construction et dont les perspectives futures ne sont ni définitivement claires ni finales. Avidé de pouvoir mais sans présenter au niveau de la problématique Jeunesse un projet de politiques

<sup>9</sup> Daniel Gaxie, *La Démocratie est-elle démocratique*, in Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants, Fondation Copernic (S.D) éditions la Découverte, Paris, 2018, p 326.

<sup>10</sup> Jean-Pierre Le Goff, *MALAISE DANS LA DEMOCRATIE, une leçon de lucidité*, Fayard/Pluriel, Paris, 2017, p 17.

sociales claires, faisables et bien identifiées ; le discours présidentiel autant que ses supposées actions en faveur des jeunes, souffrent de trois défaillances structurelles.

1 - La première défaillance est son atteinte intentionnée portée aux libertés politiques fondamentales de par l'arrêt des processus et institutions démocratiques. Portée par un discours violent et virulent relayé par des jeunes sympathisants, l'action politique présidentielle tente d'éliminer définitivement les droits politiques des jeunes et surtout de ceux qui le contredisent ou s'opposent à lui. Intrinsèquement, c'est une politique voulue, arrêtée et mise en place, tentant de s'approprier un droit absolu de décider, de concevoir et d'entreprendre. C'est l'une des facettes du pouvoir despotique et absolu. Au-delà des interprétations juridico-politiques légitimant les différentes actions entreprises par le président tunisien, ou les critiques justement fondées sur les faiblesses des institutions démocratiques ; il est indéniable que les garanties démocratiques et acquis de libertés politiques sont foncièrement fragilisés et dangereusement remis en cause. S'autoproclamant dépositaire de la question Jeunes, les actions présidentielles et la cassure faite aux processus démocratique touchent en premier lieu les libertés politiques des jeunes, instituant de facto le déclassement de leur citoyenneté. La deuxième défaillance structurelle touche le décalage sociologique de l'action présidentielle par rapport à la question Jeunes. En effet, son discours repose principalement sur la récupération de gain politique en investissant le champ Jeunesse et en s'y introduisant comme sauveteur unique. L'action présidentielle, encore au stade de promesses, institue une dichotomie en un "Moi" fort, sincère et déterminé, et un "Eux", les autres, ceux incapables et usurpateurs. Se dégage de fait, un narcissisme sans limites s'estimant capable de tout mener, de tout réussir, et de surcroît en dehors des institutions démocratiques qu'il considère usées et

inutiles. Cette culture catatonique élimine de facto le principe de participation, s'érige en vérité absolue, s'opposant à l'écoute même si elle proclame la concertation, qu'elle déforme et manipule. Bref, elle est tout au contraire de la culture démocratique, ne pouvant restituer aux jeunes leur premier droit citoyen, celui de dire, de se prononcer, d'être associés à la prise de décision publique. De facto, la politique présidentielle installe au nom du peuple, le déclassement citoyen d'une bonne partie du peuple même, celle des jeunes.

2 - La troisième défaillance structurelle relève de l'anachronisme politique inhérent aux actions de la politique du nouveau pouvoir présidentielle. Alors que les divers spécialistes de la problématique Jeunes insistent sur sa dimension polymorphique, plurielle et pluridisciplinaire, et qu'ils démontrent comment cette problématique interpelle d'autres questions socioéconomiques et socioculturelles, voire même anthropologiques et historiques ; le discours du nouveau pouvoir présidentiel, lui, la réduit à une simple dimension politique et même partisane, l'estimant solvable par de simples décrets présidentiels concrétisant ses soi-disant promesses politiques. En fait, de par cette prise de position, la politique présidentielle se donne une assise totalement contraire aux principes basiques des politiques publiques dynamiques, efficaces et faisables. Par conséquent, la thématique Jeunes est réduite à un enjeu politicien et à une dimension de propagande. Sans projet politique clair, fiable et aux ressources mobilisées, et sans dimensions socioculturelles et socioéconomiques, la question Jeunesse est placardée dans une surenchère politique populiste et hasardeuse. La participation réelle des jeunes à la chose publique et à celle politique, redevient asséchée de toute dimension citoyenne. Pis elle se décline inévitablement.

L'intronisation du populisme à la tête de l'Etat tunisien affectera sans doute le futur

politique du dossier Jeunes car il l'inscrit dans un discours de patriotisme légitimant son action au nom du peuple et assimile toute critique à un acte de haute trahison. Même si le pouvoir présidentiel donne à sa politique «un élan contestataire et une véritable capacité d'action»<sup>11</sup>, l'approche qu'il suit est, de par son essence même, une entrave principale à la participation politique et civique, qui elle, repose fondamentalement sur la pluralité des voix et acteurs.

## L'importance de la participation civique des jeunes dans le renforcement de leur citoyenneté

L'autre face de l'engagement politique des jeunes est celui civique qui donne une deuxième dimension, celle socioculturelle, à leur participation politique. Si l'on considère l'engagement civique comme étant «un processus dans lequel les gens prennent des mesures collectives pour résoudre les problèmes d'intérêt public»<sup>12</sup> et qu'il soit indispensable au fonctionnement de la démocratie et à sa pratique au quotidien, alors c'est toute la citoyenneté des jeunes qui s'en confortera.

L'intérêt pour la politique ne se construit pas en dehors des trajectoires sociales des jeunes, leurs histoires militantes ou civiques s'instituent en vecteurs portant leur citoyenneté. Les partis et les associations interviennent en tant que structures participant à l'éducation politique des jeunes et complétant leur socialisation et «favorisent leur sentiment d'auto habilitation à la prise de parole politique publique, la compétence politique et l'intérêt pour la politique résultent d'une socialisation particulière»<sup>13</sup>. L'un des sens que

donnent les jeunes à leur engagement politique ne situe pas justement au sein de la sphère des partis. L'intérêt qu'ils portent à la chose politique se construit dans une logique spécifique, celle de «développement d'une posture à la fois distante et inclusive au sens où, étrangers au jeu politique, ils n'en revendiquent pas moins une légitimité à s'exprimer sur ce domaine»<sup>14</sup>.

Les activités civiques des jeunes renforcent leur participation politique traditionnelle et ancrent leur engagement citoyen. Le renforcement de cette complémentarité reste influencé par les capacités des politiques publiques et des partis à ajuster leurs programmes et actions par rapports aux mutations culturelles et les changements des contextes sociaux. Alors que les formes d'innovation de cette participation s'imposent comme étant une condition essentielle à la pérennité de la participation des jeunes, il est tout aussi indispensables que les projets publics de l'Etat et ceux des élites politiques assimilent les enjeux de l'utilisation des NTIC par les jeunes en tant qu'espaces sociaux pour s'exprimer et exprimer leurs attentes et jugements, et aussi formes de participation sociale organisée aux affaires politiques. Toutefois, il est nécessaire de porter une attention particulière à ces innovations technologiques qui peuvent servir une volonté obstruant l'émancipation politique des jeunes. Le risque est que si l'appel à ces technologies ne fait pas partie d'un projet sociopolitique dont les jeunes en sont l'un des artisans premiers, les résultats peuvent affecter négativement et durablement la qualité même de la participation des jeunes

En fait, le déclin de la légitimité des acteurs politiques autant que celle des politiques publiques, sont en partie tributaires du déclin de la participation des jeunes. C'est sous cet angle d'analyse que faire appel aux jeunes pour établir les projets de participation, leurs déroulements, les mécanismes de leur fonctionnement, leurs objets,

<sup>11</sup> Pierre Ronsavallon, *Le siècle du populisme : Histoire, théorie, critique*, Seuil, Paris, 2020

<sup>12</sup> Checkoway, B. et Aldana, A. (2013). **Quatre formes d'engagement civique des jeunes pour une démocratie diversifiée**. Revue des services à l'enfance et à la jeunesse, 35 (11), 1894–1899. doi : 10.1016/j.childyouth.2013.09.005

<sup>13</sup> Marie Neihouser, **LES BLOGS POLITIQUES, UN SUPPORT FAVORABLE À L'ENGAGEMENT CITOYEN ?** p 6, dans

Politiques de communication 2014/2 (N° 3), pages 59 à 84. <https://www.cairn.info/revue-politiques-de-communication-2014-2-page-59.htm>

<sup>14</sup> Ibid., p 10

leurs outputs. En fait, l'engagement civique est dans cette dimension de renforcement de l'intérêt que pourraient porter les jeunes à la politique. Accroître cet engagement c'est accroître le champ de la participation et lui insuffler une nouvelle et incessante dynamique. L'interaction du civique avec le politique amenuise grandement l'aversion potentielle des jeunes envers l'activité politique, et c'est leur participation qui en profitera en tant que pratique sociale et culture politique, et en même temps, le risque d'un déclassement citoyen sera évité. C'est dans ce sens que la participation n'est plus un projet politique uniquement, mais plutôt un projet social et citoyen, dont les jeunes contribuent fortement à son ingénierie politique.

Si les politiques publiques en Tunisie ont échoué durant ces six dernières décennies, c'est que justement elles n'ont jamais pu entrevoir la participation comme étant un projet supporté par les jeunes. S'accaparer la totalité du pouvoir politique et économique avorterait toute réforme du projet de la participation citoyenne. L'Etat autant que les partis politiques n'étaient jamais assez réceptifs aux besoins complexes et constamment renouvelés des Jeunes, et de fait n'ont jamais pu réussir à replacer la participation au cœur de leurs programmes respectifs, ni à bien comprendre les dangers potentiels de cette déconnexion perdurée. Donner aux politiques publiques d'autres horizons et de la fiabilité, ainsi que développer les pratiques participatives au sein des partis, sont des tâches qui ne réussiraient jamais sans la participation totale des jeunes, ni sans leur reconnaître définitivement leur citoyenneté. Abuser des promesses solennelles pour les jeunes «aboutit en fin de compte à ne satisfaire personne et décrédibilise un peu plus la parole politique au sommet de l'Etat. On ne compte plus les promesses non tenues [...], désorientant les citoyens qui ne savent pas où on les mène»<sup>15</sup>. Justement, les jeunes eux ont le droit de savoir où la politique les mène, et la participation citoyenne ne se fera pas dans le politiquement inconnu.

<sup>15</sup> *MALAISE DANS LA DEMOCRATIE*, op cite, p 244.

## Références bibliographiques

- Fondation Copernic (S.D), Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants, éditions la Découverte, Paris, 2018.
- Jean-Pierre Le Goff, *MALAISE DANS LA DEMOCRATIE*, une leçon de lucidité, Fayard/Pluriel, Paris, 2017.
- Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (S.D) *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, éditions la Découverte, Paris, 2011.
- Mohamed Jouili et Maryam Ben Salem (S.D), *Engagement citoyen et jeunesse plurielle en Tunisie*, L'Harmattan, Paris, 2020.
- Nonna MAYER, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, Paris, 2010.
- UNFPA Tunisia, *Défis de la jeunesse tunisienne*, <https://tunisia.unfpa.org>.
- Pierre Ronsavallon, *Le siècle du populisme : Histoire, théorie, critique*, Seuil, Paris, 2020.
- Cécile Péchu, *LES GÉNÉRATIONS MILITANTES À DROIT AU LOGEMENT*, *Revue française de science politique* 2001/1-2 (Vol. 51), <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0073>
- Checkoway, B. et Aldana, A. (2013). *Quatre formes d'engagement civique des jeunes pour une démocratie diversifiée*. *Revue des services à l'enfance et à la jeunesse*, 35 (11), 1894–1899. doi : 10.1016 / j.chilyouth.2013.09.005
- Frédérique Matonti, Franck Poupeau, *Le capital militant. Essai de définition*, *Actes de la recherche en sciences sociales* 2004/5 (n° 155), pages 4 à 11, Mis en ligne sur Cairn.info le 01/01/2007, <https://doi.org/10.3917/arss.155.0004>
- Jacques Lagroye, *Être du métier*, *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, Année 1994, 28, pp. 5-15, [https://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_1994\\_num\\_7\\_28\\_1878](https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1994_num_7_28_1878).
- MarieNeihouser, *LES BLOGS POLITIQUES, UN SUPPORT FAVORABLE À L'ENGAGEMENT CITOYEN ?* *Politiques de communication* 2014/2 (N° 3), pages 59 à 84. <https://www.cairn.info/revue-politiques-de-communication-2014-2-.htm>.